



**Le régime fiscal
des associations
loi 1901**

Sommaire

- I) Le principe de la fiscalité associative**
- II) Comment déterminer son statut fiscal**
- III) Les impôts**
- IV) Les exonérations possibles**
- V) Les factures**
- VI) L'intérêt général**

I) Le principe de la fiscalité associative

Qu'est-ce qu'une association ?

« La convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un **autre but que de partager des bénéfices.** »

La démarche est **désintéressée**

Les principes de la fiscalité associative

On se pose la question de la fiscalité si l'association dispose de revenus :

- revenus du patrimoine (immeubles, placements)
- recettes procurées par les activités
- recettes tirées du mécénat et du parrainage

Les principes de la fiscalité associative

Le principe :

Le bénévolat des dirigeants entraîne une faveur fiscale : le non assujettissement des associations aux impôts dus par les structures exerçant une activité commerciale (les impôts commerciaux).

L'exception :

Quand une association propose des activités lucratives, ce principe est remis en cause pour éviter les distorsions de concurrence.

La non lucrativité n'est pas définie par l'absence de bénéfices.

Non lucrativité = non redistribution des bénéfices aux dirigeants associatifs

II) Comment déterminer son statut fiscal

Comment déterminer son statut fiscal

L'administration analyse 3 critères afin de déterminer le statut fiscal d'une association

- La gestion doit être désintéressée
- L'association concurrence le secteur privé
- Les conditions dans lesquelles l'association concurrence le secteur privé : la règle des 4 P

1. La gestion désintéressée

Comment déterminer son statut fiscal

3 principes pour que la gestion soit considérée comme désintéressée :

- **Les dirigeants, bénévoles de l'association, ne doivent avoir aucun intérêt, direct ou indirect, dans les résultats de l'organisme (CGI art. 261)**
- **Aucune distribution directe ou indirecte de bénéfice**
- **Aucune attribution de part quelconque de l'actif, sous réserve du droit de reprise des apports**

Comment déterminer son statut fiscal

Rémunérations fixées par la loi : le caractère de gestion désintéressée n'est pas remis en cause si :

Les statuts et modalités de fonctionnement de l'association assurent sa transparence financière

Les ressources financières suivantes sont réunies :

- rémunération d'1 dirigeant possible si les ressources sont comprises entre 200 000 € et 500 000 €
- rémunération de 2 dirigeants possible si les ressources sont comprises entre 500 000 € et 1 000 000 €
- rémunération de 3 dirigeants possible si les ressources sont supérieures à 1 000 000 €

Plafond toléré par l'administration fiscale :

L'administration fiscale peut tolérer la rémunération des dirigeants quand la rémunération brute mensuelle est inférieure aux trois quarts du SMIC

Comment déterminer son statut fiscal

Les remboursements de frais **ne constituent pas une forme de rémunération** : sans remettre en cause le principe de gestion désintéressée, les dirigeants peuvent se faire rembourser les frais engagés dans l'intérêt de l'association

Les limites :

- Les frais engagés l'ont été dans le cadre de l'action associative
- Tout remboursement est effectué sur la base d'un justificatif
- Les remboursements sont effectués à l'euro près

2. La concurrence

Le caractère lucratif s'examine en fonction du positionnement de l'association par rapport au marché concurrentiel :

« Le public peut-il indifféremment s'adresser à une structure lucrative ou non? »

Si la réponse est 'oui', il faut examiner le modèle économique de la structure.

La situation de concurrence s'apprécie :

- Par rapport aux structures fiscalisées (entreprises comme associations)
- Par rapport à la zone de chalandise = zone géographique « d'attraction commerciale »
- Par rapport aux services proposés, l'association doit s'adresser au même public et proposer les mêmes services.

Lorsque ces conditions sont remplies, l'association n'est pas nécessairement fiscalisée.

L'examen des conditions de concurrence : la règle des 4 P, selon la méthode des faisceaux d'indice :

- **Produit**
- **Public**
- **Prix**
- **Publicité**

L'association sera soumise aux impôts commerciaux si elle concurrence des entreprises en employant des méthodes semblables aux entreprises.

Lorsque l'association a plusieurs activités, l'analyse se fait pour chacune d'entre elles.

□ Produit :

« Une association exerce son activité dans des conditions différentes de celles des entreprises commerciales en répondant à certains besoins insuffisamment couverts par le marché ».

L'activité de l'association sera d'utilité sociale lorsqu'elle répond à un besoin qui n'est pas ou insuffisamment pris en compte par le secteur marchand.

□ Public :

Il s'agit des personnes qui bénéficient des services de l'association.

L'association présente un caractère d'utilité sociale lorsqu'elle s'adresse à un public qui ne peut normalement pas accéder aux services offerts par le secteur marchand.

Les services proposés peuvent être justifiés par la situation économique et sociale des bénéficiaires (demandeurs d'emploi, handicapés...)

□ Prix:

Une association qui pratique des prix similaires au secteur concurrentiel sera a priori soumise aux impôts commerciaux.

Le caractère d'utilité sociale sera notamment reconnu lorsque l'association :

- Pratique des prix inférieurs au secteur marchand,
- Module ses prix en fonction de la situation des bénéficiaires

□ Publicité :

Ce dernier critère lorsqu'il est rempli renforce la présomption de lucrativité de l'association mais ne suffit pas à lui seul à faire présumer que l'association a une activité lucrative.

L'administration tolère certaines pratiques :

- Diffuser ses prestations sur son site internet,
- Présenter un catalogue aux structures qui ont déjà bénéficié des prestations...

III) Les impôts

1. Les impôts commerciaux

Les impôts auxquels une association est assujettie lorsqu'elle est imposée sont les suivants :

- La TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
- L'Impôt sur les Sociétés
- La Contribution Economique Territoriale (remplace l'ancienne taxe professionnelle)

La TVA

- ❑ C'est un impôt indirect qui n'est payé que par le consommateur final : l'association assujettie la collecte sur ses ventes et la déduit sur ses achats

- ❑ Les taux de TVA :
 - Taux usuel : 20 %
 - Taux spécifiques pour certaines activités

- ❑ Franchise en base de TVA :
 - 82 800€ HT pour les livraisons de biens, les ventes à consommer sur place et les prestations d'hébergement
 - 33 200 € HT pour les prestations de services

L'impôts sur les sociétés

- Il est calculé sur la base du résultat (recettes-dépenses). La déclaration de ce résultat doit être faite au centre des impôts dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice.

- Taux applicables :
- Taux usuel : 33,3 %
- Taux réduit pour les associations dont le bénéfice est inférieur à 38 120 € : 15 %
- Taux réduit pour les associations dont le bénéfice est comprise entre 38 120€ et 500 000€ : 28%

- Le paiement s'effectue de la façon suivante :
- Acomptes payés en cours d'année (15 mars, 15 juin, 15 septembre et 15 décembre)
- Solde versé le 15 avril de l'année suivante

La CET

- ❑ Elle est entrée en œuvre depuis le 1er janvier 2010 : elle remplace l'ancienne taxe professionnelle

- ❑ Elle est composée de 2 cotisations :
 - La CFE : Cotisation Foncière des Entreprises, dont le taux est déterminé territorialement par les communes ou les EPCI
 - La CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, prélevée selon un barème progressif et due uniquement à partir de 500 000 € de chiffre d'affaires

- ❑ La Contribution Économique Territoriale est plafonnée à 3 % de la valeur ajoutée

2. Les autres impôts

L'association, même si elle n'est pas « fiscalisée », est assujettie aux impôts non commerciaux et notamment :

- **Taxe sur les salaires**
- **Taxe d'habitation / taxe foncière**
- **Les droits d'enregistrement...**

La taxe sur les salaires :

- ❑ Elle est basée sur les rémunérations individuelles brutes versées, et est calculée selon un barème progressif :
 - 4,25 % pour les rémunérations n'excédant pas 7 799€
 - 8,5 % pour les rémunérations supérieures à 7 799€ et n'excédant pas 15 572€
 - 13,6 % pour les rémunérations supérieures à 15 572€ et n'excédant pas 152 279€
 - 20% pour les rémunérations supérieures à 152 279€

❑ Abattement spécifique aux associations

En vertu de l'article 1679 A du Code général des impôts, la taxe sur les salaires due par les associations régies par la loi du 1er juillet 1901, n'est exigible, au titre d'une année, que pour la partie de son montant dépassant une somme fixée à 20 304€ pour 2017.

La taxe sur les salaires :

- Versement mensuel, trimestriel ou annuel
- Interlocuteur unique : Service des Impôts des Entreprises (SIE) – pour les démarches de déclaration et de paiement
- Exonérations partielles ou totales pour les contrats de professionnalisation, PEC, Contrats d'apprentissage (pour les associations ayant – de 10 salariés)

❑ La taxe d'habitation / taxe foncière :

La taxe d'habitation est due par toute association locataire. La taxe foncière est due par toute association propriétaire.

Il s'agit d'une taxe annuelle, dont le taux est déterminé territorialement.

❑ L'impôt sur les sociétés à taux réduit :

Il concerne les revenus de location d'immeubles, les revenus d'exploitations agricoles ou forestières et les revenus de valeurs mobilières. Le taux appliqué est de 10 ou 24 % selon les cas.

IV) Les exonérations possibles

Les exonérations possibles

- La franchise en base de TVA
- Les manifestations de bienfaisance et de soutien
- Les associations « fermées »
- Les exonérations sectorielles
- Les activités commerciales accessoires
- La sectorisation / la filialisation

1. La franchise en base de TVA

La franchise en base de TVA

Exonération de TVA si le chiffre d'affaires de l'année précédente ne dépasse pas :

- 82 800€ HT pour les livraisons de biens, les ventes à consommer sur place et les prestations d'hébergement
- 33 200€ HT pour les prestations de services
- Régime s'appliquant de plein droit, à défaut d'option formulée pour l'assujettissement à la TVA
- Obligation de faire figurer sur les factures ou tout document tenant lieu de justificatif des paiements la mention « TVA non applicable, article 293 B du Code général des impôts »
- Conséquences : permet d'afficher des tarifs HT, moins onéreux de 20 % (ou autre taux), mais interdiction de déduire la TVA sur les achats
- Si investissements (machines, immobilier), il peut être plus avantageux de ne pas renoncer à son droit de récupérer la TVA

2. Manifestations de soutien et de bienfaisance

Manifestations de soutien et de bienfaisance

Les manifestations de bienfaisance et de soutien (six par an, exonérées d'impôts commerciaux) :

- La gestion doit être désintéressée
- Nécessité d'un budget (objectifs de transparence et de rigueur de gestion)
- Exonération de la taxe sur les salaires pour le personnel recruté à l'occasion
- Comptabilité à isoler pour chacune des six manifestations

3. Les associations fermées

Exonération pour les associations « fermées », sous certaines conditions :

- **L'association réserve son activité à ses seuls membres adhérents (adhésion obligatoire)**
- **Activité statutaire : sportive (exercice d'un sport), éducative, culturelle (ex: organisation de conférences, de concerts, de séances de théâtre ou de cinéma, de location de disques, de livres) ou sociale (ex: soutien à des enfants malades et à leurs parents)**
- **Gestion désintéressée**

Exonération pour les associations « fermées », sous certaines conditions :

- Offre de l'association ne comporte pas de possibilité de participation ponctuelle (ex: carte à la journée)
- Convocation des adhérents aux AG, et éligibilité au CA
- Absence de recours à des méthodes commerciales de publicité
- Pas d'exonération pour les recettes d'activités d'hébergement, de restauration, de bars ou de buvettes

4. Les exonérations sectorielles

Les exonérations sectorielles

Exonération de certaines activités à vocation sociale et de l'enseignement (en vertu d'une disposition du législateur) :

- **Locations de locaux nus ou meublés à usage d'habitation ou d'hébergement**
- **Enseignement initial et cours particuliers**
- **Activités médicales ou paramédicales...**

Option en matière de TVA pour les associations exerçant une activité de formation professionnelle continue



4. Les activités commerciales accessoires

Les activités commerciales accessoires

Les associations qui remplissent les 3 critères de lucrativité sont en principe soumises aux impôts commerciaux.

Lorsque leurs recettes commerciales sont inférieures à 61 634 euros, elles échappent sous certaines conditions aux impôts commerciaux.

Les activités commerciales accessoires

3 conditions :

- **La gestion est désintéressée**
- **Les activités non lucratives sont supérieures aux activités lucratives**
- **Le montant des recettes provenant des activités lucratives n'excède pas 61 634 euros.**

Les associations ne sont pas soumises aux impôts commerciaux.

Les activités commerciales accessoires

Les associations ont la possibilité de soustraire le secteur non lucratif à l'impôt sur les sociétés.

Il existe 2 possibilités : la sectorisation ou la filialisation

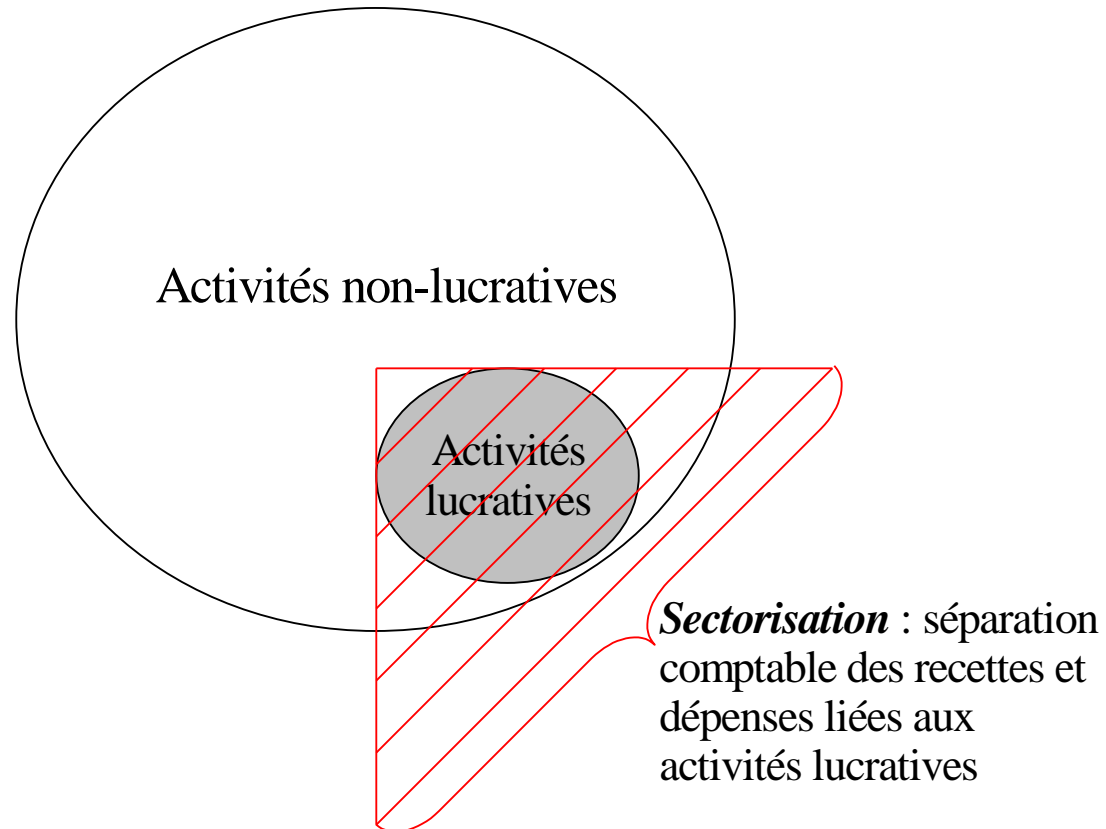
❑ La sectorisation

Elle consiste en une séparation stricte des activités : les moyens et ressources d'exploitation propres à chaque secteur doivent être affectés au secteur considéré; en cas d'utilisation mixte, les moyens doivent être répartis au prorata du temps d'utilisation

❑ La filialisation

Elle permet à une association de transférer à une structure juridiquement distincte les moyens qu'elle décide d'affecter à l'exercice d'une activité lucrative

Les activités commerciales accessoires



V) Les factures

Pour toute vente, l'association doit émettre une facture.

Mentions obligatoires :

- ✓ Nom et adresse de l'association
- ✓ N° SIRET
- ✓ Nom et adresse du client
- ✓ N° d'identification TVA (si l'association y est assujettie)
- ✓ Date de délivrance ou d'émission de la facture
- ✓ N° de facture (ordre chronologique)
- ✓ Quantité et dénomination du produit
- ✓ Prix unitaire hors TVA et montant total hors taxes

Pour toute vente, l'association doit émettre une facture.

Mentions obligatoires (suite) :

- ✓ Taux de TVA et montant de la TVA applicable et montant du prix TTC
- ✓ Date de règlement et conditions de paiement
- ✓ Date de versement d'un acompte
- ✓ En cas d'exonération de TVA mention de l'exonération et de l'article du CGI applicable (ex : 293b)

VI) L'intérêt général

- ❑ L'intérêt général est une notion fiscale qui permet d'offrir des réductions fiscales aux donateurs

- ❑ Conditions pour l'association :
 - Avoir son siège et exercer ses activités en France (sauf pour les associations humanitaires)
 - Objet de l'association présente un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, sportif, humanitaire, social, familial ou culturel
 - Ne pas agir au profit d'un cercle restreint de personnes
 - Avoir une gestion désintéressée
 - Avoir une activité non-lucrative (non soumise aux impôts commerciaux et n'entrant pas en concurrence avec le secteur marchand)

N.B : Une association peut exercer en même temps une activité lucrative et une activité non lucrative, mais dans ce cas, sa comptabilité doit séparer ces deux activités. Cependant, les dons perçus par l'association ne sont susceptibles de donner lieu à l'édition d'un reçu fiscal que pour ceux affectés au secteur non-lucratif de l'association.

En cas de doute : demande de rescrit fiscal